

Epuisement des ressources minières: aux sources du mythe

Minerais La prophétie du «pic minier» reste «totalement erronée» selon Lluís Fontboté, spécialiste du secteur à l'Université de Genève. Elle reflète surtout les travers d'une course aux rendements rapides

Pierre-Alexandre Sallier

Développée dès les années cinquante par l'Américain Marion King Hubbert, la thèse du «peak oil» a connu un regain d'intérêt sans précédent. Son ancrage dans les esprits n'est d'ailleurs pas tout à fait étranger à la bulle financière ayant fait s'envoler le prix du baril à 147 dollars en juillet 2008.

Cette idée d'une inexorable raréfaction des hydrocarbures, dont le «pic» de production approcherait à grand pas – en raison des besoins de la Chine et de l'Inde – a rapidement été plaquée sur l'ensemble des minerais. En particulier par des conseillers financiers assurant leurs clients de l'inexorable appréciation à laquelle seraient voués les métaux industriels. Avec, répétés en boucle, quelques chiffres simplistes: les réserves du sous-sol n'assureraient à la planète qu'une trentaine d'années d'autonomie en cuivre. Et il y aurait pour moins de vingt ans de zinc ou d'argent.

Le mythe du «pic» minier

Ces prévisions alarmistes ont cependant fait l'impasse sur le point de vue des véritables spécialistes: les géologues. Et pour cause. Ceux-ci apparaissent des plus dubitatifs. Ces prophéties sont «totalement erronées» balaise ainsi Lluís Fontboté, responsable du groupe des gisements métallifères à la section des sciences de la terre de l'université de Genève.

Recevant dans son bureau encombré d'échantillons – simple caphaïm de pierres aux yeux du néophyte – celui-ci ne nie pas que, dans les années à venir, les mines actuelles vont peiner à satisfaire les besoins des nouvelles puissances industrielles. Il s'oppose en revanche à l'idée d'une inexorable raréfaction du sous-sol. Tout simplement parce que l'exploration systématique des réserves minières de la planète n'a encore rien eu à voir avec l'effort entrepris dans le monde du pétrole.

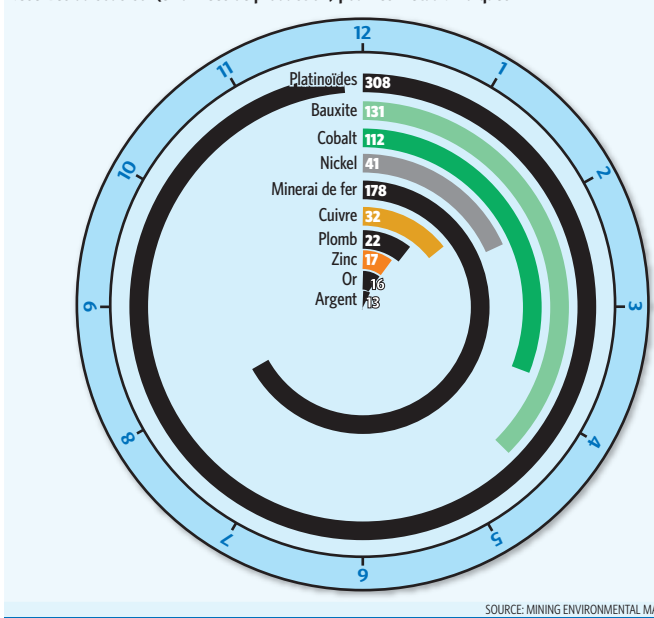
Aujourd'hui encore, «la plupart des grandes mines affleurent la surface, sont faciles à exploiter, riches en minerais, situées dans des pays politiquement peu risqués – comme les Amériques et l'Australie», explique Lluís Fontboté.

Une exploration limitée

Doù viennent alors ces prévisions d'un appauvrissement du sous-sol? En partie de la façon dont opèrent les groupes miniers. «Ces réserves alarmistes que l'on brandit si facilement reflètent en réalité les limites des mesures effectuées

Comment les banques voient l'avenir des ressources minières

Réserves du sous-sol (en années de production) pour les métaux indiqués



par les compagnies minières, c'est-à-dire des sommes qu'elles y consacrent», poursuit le géologue qui travaille depuis trente ans dans le secteur.

Or c'est précisément là que cela coïncide. Cotées en bourse, ces sociétés n'ont aucun intérêt à dépenser des dizaines ou centaines de millions de dollars en forages et études géologiques, simplement pour prouver l'existence de réserves plus profondes, moins accessibles, qui seront extraites dans plusieurs décennies.

Avant d'investir un milliard de dollars pour transformer en mine un grand gisement de cuivre, «les compagnies ont besoin de prouver que celui-ci recèle 30 ou 35 ans de réserves pour assurer la rentabilité de leur projet – et pas davantage – même si, potentiellement, il peut en fournir durant 70 ans», poursuit l'universitaire d'origine catalane. Plus petites, les mines de zinc requièrent une mise initiale moindre, ce qui explique pourquoi «des réserves annoncées sont en général de 15 ou 20 ans». CQFD.

Le piège de l'externalisation

Cette distorsion de la réalité géologique a été amplifiée par la façon dont les «majors» minières, qui bénéficiaient pourtant d'un savoir faire considérable, ont, depuis vingt-cinq ans, sous-traité leur effort d'exploration, afin d'accroître leur rentabilité.

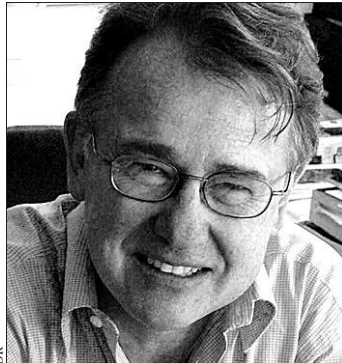
Leur recette? Transférer la chasse aux gisements à des «junior» minières. Souvent créées par d'anciens cadres du secteur, ces PME entrent en bourse à Toronto

ou Sydney, y obtiennent quelques dizaines de millions de dollars d'investisseurs en mal d'Eldorado, et partent forer une vallée perdue du Mexique ou du Pérou. Celles ayant la chance de découvrir un dépôt prometteur revendront ensuite leur projet à un grand groupe, seul capable d'organiser le creusement d'une mine.

Problème, nombre de ces «junior» se contentent souvent de forer des zones cartographiées trente ou quarante ans plus tôt, puis abandonnées durant la crise minière des années quatre-vingt. De plus ces petites entreprises n'ont souvent «ni les moyens ni le savoir-faire» pour explorer des régions moins connues ou pour mettre en œuvre des techniques novatrices, ajoute Lluís Fontboté qui «doute que ce système permette de trouver les réserves nécessaires à long terme».

Une rareté trompeuse

Surtout, la thèse du «peak minerais», brandie dès les années soixante-dix, a connu des heures moins riches. Ainsi, dès 1969, l'US Geological Survey (USGS) annonçait que 80 millions de tonnes de réserves de zinc étaient disponibles dans le sous-sol d'une planète en utilisant alors 5 millions de tonnes par an. Calcul rapide: il n'y en avait plus que pour seize ans. Les pouvoirs publics de nombreux pays débloquent alors des budgets pour favoriser l'exploration: leurs bureaux géologiques – USGS, BRGM français – multiplient les campagnes. Les compagnies minières suivirent. Résultat, en 1981,



Lluís Fontboté, professeur à l'Université de Genève.

les réserves apparaissent trois fois plus importantes: la planète disposait soudain d'une marge de 40 ans de zinc et de 72 ans de cuivre...

Depuis, plus rien. L'effondrement – oublié – des cours durant les années 80 et 90 a dissuadé les groupes miniers de se mettre en chasse de gisements. Les gouvernements, eux, ont depuis longtemps sabré les budgets de leurs agences d'exploration. Résultat, quand la révolution industrielle chinoise prend de l'ampleur dans les années quatre-vingt-dix, les réserves mises en regard de ses besoins datent en partie de campagnes d'exploration réalisées trente ans plus tôt. «Si un effort d'exploration similaire avait été poursuivi, la perception actuelle de rareté serait certainement très différente», veut croire le spécialiste genevois.

Verdict encore reporté

Aiguillonnés par l'envolée des cours des minerais, les budgets consacrés à l'exploration sont certes passés de 2 à 13,6 milliards de dollars par an entre 2002 et 2008. Avec un succès limité. «Cet effort d'exploration reste cependant trop court pour arriver à la conclusion d'un épuisement du sous-sol», pointe le géologue. Ces recherches ont surtout visé à déterminer si «le moment approche où il deviendra difficile de trouver des gisements géants, faciles à exploiter». Même si cette révélation peut inverser la tendance baissière affichée depuis un siècle par les prix des métaux, ajustés de l'inflation, elle n'annoncerait en rien un épuisement du sous-sol. «Cela signifierait simplement que l'on doit s'attaquer à des gisements moins riches, plus petits, moins accessibles», poursuit le spécialiste.

L'heure du verdict attendra encore: la récession actuelle conduira probablement les compagnies minières à diminuer de moitié leurs budgets dédiés à l'exploration géologique en 2009.

Le groupe Halliburton fait mieux que prévu

Pétrole La société a dégagé d'avril à juin un bénéfice net de 262 millions de dollars

AFP

Le groupe américain de services pétroliers Halliburton a annoncé lundi avoir enregistré un bénéfice net en chute de 48% au deuxième trimestre, plombé par ses activités de forage en Amérique du Nord, mais meilleur qu'attendu par le marché. Le groupe a dégagé d'avril à juin un bénéfice net de 262 millions de dollars, contre 504 millions sur la même période l'année précédente, selon un communiqué diffusé par l'entreprise.

Hors éléments exceptionnels, le bénéfice courant ressort à 29 cents par action, légèrement supérieur aux anticipations des analystes, qui tablaient sur 27 cents.

Halliburton a vu son chiffre d'affaires plonger de 22% au deuxième trimestre, à 3,49 milliards de dollars, mais là encore il dépasse les attentes du marché, qui prévoyait 3,43 milliards.

«La faiblesse de la demande mondiale et la volatilité sur les marchés des matières premières continuent de peser sur le secteur des services pétroliers», a commenté le PDG Dave Lesar, cité dans le communiqué. «Nous continuons de souffrir en Amérique du Nord d'un ralentis-

sement considérable de nos activités de forage, qui conduisent à une aggravation des surcapacités (de nos installations)», a-t-il poursuivi.

Pas de reprise des forages

Les activités de forage, qui représentent près de la moitié des revenus du groupe, ont chuté de 18% dans leur ensemble, et de 36% sur la seule région nord-américaine.

«Etant donné la faiblesse persistante de la demande de gaz naturel [...], nous croyons qu'il est peu probable d'assister à une remontée des prix du gaz naturel et, par conséquent, à une reprise des activités de forage d'ici à la fin de l'année», a estimé Dave Lesar.

Ensemble du chiffre d'affaires du groupe en Amérique du Nord a reculé de 37%, à 795 millions de dollars.

Les autres régions n'ont pas été épargnées, les activités d'Halliburton en termes de revenus ayant décroché de 14% à 439 millions de dollars en Europe, en Afrique et en ex-Union soviétique, et de 17% à 291 millions de dollars au Moyen-Orient et en Asie. Ses revenus en Amérique latine ont mieux résisté, ne baissant que de 2% à 227 millions de dollars.

AFP

Bernard Krief s'intéresse à Christian Lacroix

Mode Le groupe veut déposer au tribunal de commerce une offre pour la maison de couture

Christian Lacroix, confronté à de grosses difficultés financières, a peut-être trouvé un repreneur. Le groupe Bernard Krief Consulting veut déposer lundi prochain au Tribunal de commerce de Paris une offre pour la maison de couture. «La haute couture fait partie du patrimoine national et nous pensons que Christian Lacroix est le plus grand créateur contemporain», a expliqué à l'agence Reuters le président de Bernard Krief Consulting, Louis Petiet. L'intéressé compte développer des synergies avec les entreprises qu'il possède dans le textile et la distribution. Son groupe a profité de la crise pour racheter des sociétés en difficulté comme l'équipementier Heuliez ou la firme de textile DMC.

«Dans les cinq ans qui viennent nous pensons multiplier par cinq le chiffre d'affaires», a avancé Louis Petiet. A sa connaissance, il est le seul repreneur potentiel intéressé véritablement par la haute couture. Les autres acheteurs seraient plus intéressés par la marque, les

magasins ou le prêt-à-porter, a-t-il ajouté, refusant de chiffrer son offre de reprise.

Cessation de paiement

En proie à d'importantes difficultés financières depuis plusieurs années, la maison de couture Christian Lacroix avait annoncé le 28 mai s'être déclarée en cessation de paiement.

Le couturier Christian Lacroix, célèbre pour ses collections aux couleurs chatoyantes inspirées par la taoumachie et la Camargue, dont il est originaire, avait fondé sa maison de couture en 1987 grâce à Bernard Arnault, patron de LVMH.

Jamais rentable, la société a été revendue en 2005 par le numéro un mondial du luxe au groupe américain Falic, spécialiste de la distribution de produits hors taxes.

Frangilisée encore davantage par la crise, la maison Christian Lacroix a accusé une perte de 10 millions d'euros en 2008 pour un chiffre d'affaires de 30 millions. **ATS**

La récession s'est atténuée en Allemagne

Conjoncture Le commerce extérieur devrait fournir une très légère contribution positive

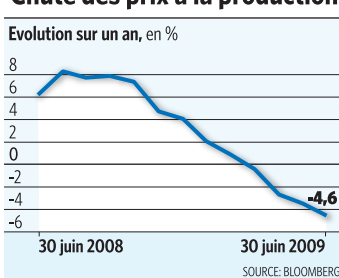
La récession en Allemagne a nettement perdu de son intensité au deuxième trimestre, selon les rapports mensuels du Ministère des finances et de la Bundesbank parus lundi.

Après un début d'année désastreux, «les tendances récessionnistes se sont nettement affaiblies» dans la première économie européenne, écrit la Banque centrale allemande.

Après une chute de 3,8% au premier trimestre sur le précédent, le produit intérieur brut (PIB) «devrait avoir seulement légèrement reculé» au deuxième, selon elle.

Le Ministère des finances partage cet avis. «Les données économiques disponibles confortent l'hypothèse selon laquelle l'acti-

Chute des prix à la production



vit économique au deuxième trimestre a été sans doute meilleure que prévu», estime-t-il, évoquant la remontée récente des entrées de commandes et de la production industrielles.

Si les investissements industriels ont sans doute de nouveau reculé, le commerce extérieur de-

vrait avoir fourni une très légère contribution positive au PIB du deuxième trimestre, explique la Bundesbank, étant donné que les importations ont probablement été inférieures aux exportations.

Le bâtiment devrait avoir aussi progressé, grâce au rebond traditionnel du printemps – le secteur tourne au ralenti en hiver – et une augmentation des travaux publics d'infrastructures.

L'Allemagne connaîtra le 13 août prochain le chiffre de son PIB au printemps. Pour 2009, le gouvernement attend une récession de 6%, la plus grave de son histoire depuis l'après-guerre.

La grande inconnue du moment pour la reprise allemande semble désormais liée à la situation du crédit.

Le gouvernement, qui craint une pénurie du crédit à l'automne, cherche à convaincre les banques de prêter davantage pour ne pas étrangler l'économie.

Prix à la production au plus bas

Par contre, les prix à la production en Allemagne ont chuté de 4,6% en juin sur un an, du jamais vu depuis décembre 1986, a annoncé lundi l'Office fédéral des statistiques (Destatis).

Sur un mois, ils ont légèrement baissé, de 0,1%, a ajouté Destatis dans un communiqué.

Les économistes misaient sur un recul de 4,3% sur un an et une hausse de 0,4% sur un mois, selon un consensus diffusé par l'agence Dow Jones Newswires. **AFP**

Brèves

Continental

● L'équipementier automobile allemand Continental a annoncé lundi être sorti du rouge au deuxième trimestre au niveau de son résultat opérationnel. Mais ses ventes ont encore chuté. Au deuxième trimestre, le groupe a dégagé un bénéfice avant impôt et intérêt (EBIT) de 38,8 millions d'euros. Son chiffre d'affaires a en revanche de nouveau lourdement chuté, de près de 30%. (ATS)

Metro International

● L'éditeur suédois de journaux gratuits, Metro International, a creusé ses pertes au deuxième trimestre. Entre avril et juin, le groupe a subi une perte nette de 3,7 millions d'euros, contre une perte de 2 millions un an auparavant et vu son chiffre d'affaires chuter sur un an de 25% à 60,7 millions d'euros. (AFP)

Orascom Telecom

● L'opérateur égyptien Orascom Telecom, en conflit avec Orange pour le contrôle de la société Mobinil, souhaite s'implanter en France et est prêt à s'allier à l'un des candidats à la quatrième licence mobile, a déclaré son président égyptien Naguib Sawiris dans un entretien au *Figaro*. «Nous sommes ouverts à toutes les combinaisons: acquisitions, fusions, alliances, partenariats», a précisé le président Naguib Sawiris. (AFP)

Nissan

● Nissan, qui biffe des milliers d'emplois pour faire face à la crise, prévoit d'importants investissements dans les batteries lithium-ion pour voitures électriques. Le groupe automobile japonais construira une usine au Royaume-Uni et l'autre au Portugal. (ATS)